

*Les crédits*

aux travailleurs, qui doivent, à leur tour, les exploiter au maximum.

Il faut absolument élaborer une stratégie efficace d'adaptation si nous voulons créer une culture où les travailleurs se perfectionneront toute leur vie afin de pouvoir facilement s'adapter au changement.

Nous devons restaurer la capacité industrielle du Canada. Ces derniers mois, 300 000 emplois ont disparu à tout jamais. Si nous voulons de nouveaux emplois, nous devons créer un environnement inspirant la confiance. Le gouvernement doit récompenser ceux qui travaillent d'arrache-pied pour créer de nouveaux emplois, lancer de nouvelles entreprises et investir dans nos ressources humaines et nos usines. Il ne faut plus penser à la décroissance, mais bien à la croissance économique. Il faut songer aux emplois d'avenir dans les industries de l'avenir.

- (1210)

Les petites et moyennes entreprises qui créent la plupart des nouveaux emplois font partie intégrante de notre stratégie. En guise d'appui aux petites entreprises, nous prendrons des initiatives visant à les aider à lancer de nouveaux produits sur les marchés, à accélérer leurs programmes d'acquisition technologique, à exporter sur des marchés qui leur avaient toujours paru inaccessibles auparavant et, de concert avec les gouvernements provinciaux, nous chercherons à réduire le fardeau que représente la réglementation et qui crée inutilement des problèmes aux petites et moyennes entreprises.

Nous mettrons également les grandes banques du Canada au défi de donner un coup de pouce aux petites entreprises et de trouver des solutions concrètes pour aider les PME à trouver le financement dont elles ont besoin.

Nous réformerons encore davantage la Loi sur les prêts aux petites entreprises afin de faciliter le financement par actions, ce qui devrait aider nos petites entreprises et notre économie à prendre de l'expansion.

Essentiellement, je rejette les solutions d'hier. Je me tourne vers les politiques d'avenir. Je crois en un État socialisant. Autrement dit, je rejette le laissez-faire que préconise le gouvernement conservateur. L'État doit intervenir, soit, mais il ne peut tout faire à lui seul. Il doit veiller à favoriser une croissance économique constante.

Tout en participant activement à l'essor économique, nous nous engageons à respecter, en matière financière, des lignes directrices sévères et à rendre des comptes. Il nous faut un gouvernement responsable au point de vue financier. Si la dette continue de monter en flèche, elle paralysera les gouvernements ultérieurs.

Nous nous engageons à faire preuve de responsabilité en matière financière, à ne pas déroger à une discipline

sévère à laquelle nous nous astreindrons afin de freiner les dépenses du gouvernement fédéral. Nous nous engageons à reporter la mise en oeuvre des nouveaux programmes qui ne contribuent pas directement à promouvoir l'emploi et la croissance économique. Nous nous engageons à résorber le déficit, qu'il soit exprimé en chiffres absolus ou en proportion du produit intérieur brut. Nous sommes déterminés à réduire la dette nationale en pourcentage du produit intérieur brut.

Ces engagements que nous avons pris nous remettront sur la bonne voie et nous aideront à regagner la confiance de la communauté internationale. Nous devons régler le problème de la dette et du déficit. C'est une priorité nationale.

En tant que parti qui a joué un rôle de chef de file dans le domaine du commerce international, nous sommes en faveur d'un commerce ouvert et juste. L'objectif principal de notre politique commerciale est d'avoir accès aux marchés mondiaux, tout en donnant aux Canadiens une vie meilleure. Par conséquent, lorsque nous négocierons de futurs accords commerciaux, nous attacherons une importance particulière à des considérations comme les normes environnementales, les normes de santé et de sécurité et les conditions de travail.

Les conservateurs ont prouvé dans deux accords commerciaux qu'ils sont incapables de protéger les intérêts des Canadiens dans ce genre de négociations. Quant au NPД, il refuse d'accepter la réalité mondiale.

Nous comprenons très bien qu'un emploi sur cinq au Canada dépend directement des exportations et nous voulons certainement être des leaders dans le domaine du commerce international. Notre approche est tout à fait différente. La création de blocs commerciaux régionaux nous inquiète beaucoup. Si un bloc commercial nord-américain se forme, nous reconnaissons que le Canada doit jouer un rôle actif et indépendant dans ce bloc et dans la définition de ce bloc.

Nous voulions que les négociations sur l'ALENA servent à améliorer l'ALE. Au lieu de cela, l'ALENA, sous la forme acceptée par le gouvernement Mulroney, ferait disparaître complètement le groupe de travail sur les subventions et les droits antidumping. De plus, le gouvernement Mulroney n'a pas corrigé l'erreur qu'il a commise dans l'ALE en donnant nos ressources énergétiques. Dans ce domaine, les conservateurs ont plutôt accordé au Mexique une protection dans ce domaine que le Canada lui-même n'a pas.

Un gouvernement libéral chercherait à modifier l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'accord de libre-échange nord-américain. Nous avons besoin d'un code sur les subventions et les droits antidumping, d'un mécanisme plus efficace de règlement des différends, de normes de travail et de normes environnementales acceptables pour toutes les parties ainsi